

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V I ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission de la défense nationale et des forces armées

— Audition conjointe avec la commission des affaires étrangères, ouverte à la presse, de M. Hubert Védrine, ancien secrétaire général de la présidence de la République et ancien ministre des affaires étrangères, sur « la politique africaine de la France : bilan et perspectives ».

Mercredi

13 décembre 2023

Séance de 11 heures

Compte rendu n° 31

SESSION ORDINAIRE DE 2023-2024

**Présidence
de M. Thomas
Gassilloud et
de M. Jean-Louis
Bourlanges**
Présidents



La séance est ouverte à onze heures cinq.

M. le président Jean-Louis Bourlanges. Mes chers collègues, la commission des affaires étrangères et la commission de la défense nationale et des forces armées auditionnent conjointement M. Hubert Védrine, ancien secrétaire général de la présidence de la République auprès de François Mitterrand, ministre des affaires étrangères de 1997 à 2002, au sujet du désengagement militaire de la France en Afrique.

Monsieur le ministre, c'est un grand bonheur pour nous d'entendre votre analyse de la politique africaine de la France ; peut-être évoquerez-vous incidemment la situation particulièrement urgente et tragique du Moyen-Orient.

Pour ce qui concerne l'Afrique, nous avons récemment eu un grand débat, en commission des affaires étrangères, à l'occasion de la présentation par nos collègues Michèle Tabarot et Bruno Fuchs de leur rapport d'information sur les relations entre la France et ce continent, appelant notamment à une révision en profondeur de notre politique africaine. La commission de la défense nationale et des forces armées, pour sa part, a mené au mois de novembre un cycle d'auditions très instructif sur plusieurs aspects de cette même politique africaine. Cette audition conjointe nous offre ainsi l'occasion de faire converger nos questionnements et nos analyses.

Nous serons très heureux d'apprendre comment vous percevez les défis inhérents à la nouvelle approche de la politique africaine et de vous entendre sur plusieurs points particuliers. Hier soir, notre collègue Jean-Paul Lecoq a organisé la projection d'un film saisissant sur les guerres qui ont agité la République démocratique du Congo (RDC) au cours des dernières années. Vous qui vous êtes beaucoup exprimé sur le Rwanda, vous aurez sans doute des observations à formuler à ce sujet.

M. le président Thomas Gassilloud. Pour la commission de la défense nationale et des forces armées, que j'ai l'honneur de présider, cette audition s'inscrit dans notre cycle d'auditions sur les aspects sécuritaires de la politique africaine de la France. Dans le cadre d'une approche multidimensionnelle du sujet, nous avons proposé à plusieurs commissions de s'associer à nos travaux. Hier, nous avons mené une audition conjointe avec la commission des affaires étrangères et la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire sur l'avenir du continent africain face à l'enjeu climatique.

Si l'opération *Barkhane* est close, la présence militaire de la France en Afrique persiste. Nous y conservons d'importantes forces prépositionnées, notamment à Dakar, à Djibouti, à N'Djamena, à Abidjan et au Gabon. Nous entretenons une coopération militaire avec de nombreux pays du continent. Il n'est pas exclu que nous devions y mener des opérations dans les années à venir. À plusieurs reprises, nous avons considéré ne plus avoir à conduire des opérations en Afrique, avant d'être rappelés à nos responsabilités par les événements.

Monsieur le Ministre, deux questions me semblent particulièrement pertinentes à vous poser compte tenu de votre expérience. La première est celle du pourquoi de notre politique africaine. Quel en est l'intérêt réel ? Parfois, nous semblons y consacrer une énergie disproportionnée au regard de nos intérêts sécuritaires, économiques, d'influence ou plus globaux, tels que la lutte contre le réchauffement climatique. La seconde est celle du

comment, dans le cadre d'une approche globale du sujet. Vous avez l'habitude de dire que les grands discours ne fonctionnent plus. Quelles nouvelles coopérations avec l'Afrique, outre les coopérations sécuritaires, vous semblent envisageables ?

M. Hubert Védrine, ancien Secrétaire général de la présidence de la République, ancien Ministre des affaires étrangères. Mesdames et Messieurs les députés, je vous remercie de votre invitation. J'ai été auditionné à plusieurs reprises par les commissions parlementaires depuis que je ne suis plus ministre. Ces échanges ont toujours été intéressants, précieux et stimulants. Si toutes mes informations ne sont pas à jour, j'aurai plaisir à me livrer à une mise en perspective historique.

Je devais initialement être auditionné conjointement avec M. Dominique de Villepin, dont je partage certaines analyses. Il dit souvent qu'il est un homme du Sud : né au Maroc, élevé au Venezuela, en poste très tôt en Inde. Si sa sensibilité n'efface pas celle des autres, il dispose de nombreuses antennes au sein de ce que l'on appelle le « Sud global », qui est en réalité hétéroclite mais qui pèse dans les affaires du monde, notamment dans l'avenir de l'Afrique.

Presque toutes les puissances ont sinon une politique africaine, du moins une politique en Afrique, laquelle compte plus de cinquante pays.

Pour y réfléchir, il faut partir de l'histoire, même si je ne m'exprime pas devant une académie historique – il arrive à des assemblées souveraines d'adopter des lois mémorielles, qui sont à mes yeux sinon une sottise, du moins un mélange des genres.

Plus personne, ni en France, ni en Europe, ne connaît l'histoire longue de l'Afrique. Les spécialistes de l'Afrique d'avant les colonisations se font rares. La période de la colonisation est très peu connue car elle est exclusivement abordée sous l'angle moral : c'est Mal, donc il n'y a rien à analyser. Or les colonisations sont très différentes entre elles : certaines ont été atroces et sanglantes ; d'autres faciles. Faute de les connaître, on mélange tout.

Les décolonisations ne sont pas mieux connues. On a oublié que c'est Houphouët-Boigny, et non la France, qui a inventé la Françafrique. Avec Senghor et d'autres, il a demandé au général de Gaulle de maintenir des bases militaires françaises en Afrique pour ne pas avoir à mettre sur pied des armées coûteuses et susceptibles de faire des putschs. La première période de la décolonisation, comme en attestent les écrits et les films de l'époque, est optimiste en Afrique subsaharienne.

Pour la suite, il faut distinguer les politiques menées par les chefs d'État successifs et leurs évolutions quasi-permanentes. De ce point de vue, le discours prononcé par François Mitterrand à La Baule en juin 1990 est une césure. L'Union des République socialistes soviétiques (URSS) est alors sur sa fin ; les régimes africains auxquels nous demandions de réprimer un peu moins et de laisser sortir des gens de prison ne pouvaient plus nous répondre en substance : « *Si vous insistez trop, je conclus une alliance avec l'URSS* ».

Nous avons saisi l'occasion d'avancer, en proposant l'arbitrage suivant, résumé en une phrase du discours de La Baule – par ailleurs interminable – : nous ne laisserons tomber personne mais nous aiderons plus volontiers les pays qui avancent sur la voie de la démocratie. Certes, cela a incité les minoritaires à prendre le pouvoir sans attendre d'en être

exclus. Il n'en reste pas moins que plusieurs pays ont procédé à des élections et ont fait évoluer leur Constitution. Il s'agit d'une véritable césure historique.

Quant à la fameuse Françafrique, elle mériterait une entrée dans le *Dictionnaire des idées reçues* de Flaubert. Régulièrement, depuis trente ans, nous y mettons un terme. C'est idiot : plus personne, à part vous peut-être, ne connaît bien l'Afrique. Les journalistes, les politiques ne la connaissent plus. La connaissance des Afriques, en France, s'est effondrée. Les dirigeants africains, très soucieux de savoir ce qui se décide à Paris, à Bruxelles ou ailleurs, sont plus aguerris sur la France que nous ne le sommes sur l'Afrique.

La Françafrique, au sens sociologique du terme, désignant des relations étroites et la connaissance du terrain, n'existe presque plus. Seuls quelques hommes d'affaires et quelques grands chefs d'entreprise ont une connaissance de l'Afrique mais elle est utilitaire et spécialisée. Quant au sens que l'on donne habituellement au mot, il ne désigne plus rien depuis longtemps. Il en résulte que ce que l'on entend dire de l'Afrique de nos jours est uniquement corrélé à un état particulier de l'opinion française qui, sur ce sujet comme sur tant d'autres, est prise de convulsions et aux opinions de quelques pays d'Afrique peu nombreux (il y a plus de 50 pays en Afrique).

Les pays d'Afrique font partie du Sud que l'on dit « global » et qui est en fait hétéroclite. Le discours sur l'avènement d'un monde sinon post-occidental, désoccidentalisé, y est entendu, plus ou moins distinctement. Les désaccords sont nombreux, notamment entre la Chine et l'Inde, mais il est inévitable que ce bruit de fond soit présent en Afrique.

Aux pays d'Afrique qui s'en sortent mal et sont mal gouvernés, Obama, au cours de son premier mandat, avait tenu depuis le Ghana, qui ne rentre pas dans la catégorie des pays visés, un discours formidable, en disant : « *Arrêtez de dire que vos problèmes viennent de l'esclavage et de la colonisation, tout cela est très ancien, vous êtes indépendants depuis plusieurs dizaines d'années et vous êtes responsable de votre situation* ». Il faut être Obama pour avoir le culot de dire cela !

Le fameux sentiment anti-français n'est le fait que d'un petit nombre de pays, dont les gouvernements ont besoin de bouc-émissaires ; et d'une opinion excitée par des diasporas radicalisées en Europe. Ils ne sont nullement représentatifs de l'Afrique en général. La France est bienvenue dans presque tous les pays du continent. Même ceux qui la dénoncent ne tenaient pas ce discours pendant une longue période après la décolonisation, plutôt réussie. Au demeurant, nous verrons ce qu'il en sera dans quelques années, quand ils se seront lassés de Wagner et consorts.

Il faut donc relativiser cette évolution et aborder nos relations avec les pays d'Afrique sans repentance, laquelle, outre qu'elle est historiquement injustifiée et pratiquement inutile, n'est pas demandée par les Africains – tout au plus par des électeurs africains en France, et encore.

Il faut adopter une approche plus historique, d'autant que, si la France est attaquée, c'est parce qu'elle a été assez bonne fille pour rester disponible en Afrique. Les Belges ont laissé derrière eux au Rwanda, au Burundi et en RDC des situations affreuses. Les Portugais ont laissé des guerres civiles en Angola et au Mozambique. Les pays sous domination britannique, contrairement à ce que l'on croit généralement, ont souvent connu des guerres civiles une fois indépendants. Toutes les puissances coloniales ont décampé, sauf la France,

sous l'effet conjoint de la demande des Africains, d'une certaine idée sinon de notre intérêt bien compris, du moins de la conception que nous nous faisons de notre rôle, et d'un véritable intérêt pour l'Afrique. Nous avons inauguré la coopération de substitution et la coopération de formation, qui ont évolué.

Les quelques pays du Sahel, particulièrement éprouvants à gouverner au demeurant, se heurtent à des difficultés, dont certaines découlent du fait que leurs gouvernements sont mauvais et corrompus et d'autres de contraintes objectives, notamment en matière économique et climatique. Le pays occidental le plus susceptible de leur servir de bouc émissaire occidental est la France, encore assez présente.

Lorsque la ville de Bamako s'est trouvée sous la menace djihadiste, le gouvernement malien et les pays voisins ont appelé à l'aide. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a admis la nécessité d'une intervention mais la force d'interposition annoncée par les pays africains depuis vingt ans n'avait toujours pas vu le jour. Seule la France, peut-être pas partante mais présente, pouvait intervenir. Le président François Hollande a eu raison de prendre la décision, courageuse et juste, d'autoriser l'opération. Comme le système de décision hérité du général de Gaulle n'a pas été – heureusement – démantibulé, sa décision a été rapidement suivie d'effet.

Même si nous n'aurions sans doute pas dû rester par la suite, cet exemple illustre à quel point la France, en Afrique, est dans une situation particulière. Elle seule peut rendre service à la demande des Africains, qui devraient agir, ce qui fait d'elle un bouc émissaire facile. Par conséquent, ne vous laissez pas impressionner par les discours des putschistes des pays du Sahel, qui en reviendront. Il faut inscrire cette séquence dans une perspective historique longue.

Nous sommes obligés d'être réalistes. La France ne peut pas rester dans des pays qui ne souhaitent pas qu'elle reste. L'approche historique teintée de moralisme est incomplète et ne mène à rien. Quels que soient les débats historiques, les choses sont aussi simples que cela. Au demeurant, personne en France n'a décidé que notre présence en Afrique serait pour l'essentiel militaire. Il y a eu des demandes des Africains, des décisions et des engrenages, mais à aucun moment un choix de la France, qui n'a jamais envisagé de faire une croix sur son influence économique, culturelle et humaine.

La situation actuelle ne doit traumatiser personne, d'autant qu'elle n'est qu'apparente. Des régimes, nuls par ailleurs, nous demandent de partir mais nous sommes venus à leur demande et nous avons fait le job. Ils ne veulent pas que nous restions, nous partons. Il n'y a rien de vexant là-dedans, d'autant que nous nous sommes bien comportés. Il faut penser à l'avenir. Nous ne pouvons pas continuer à être le seul pays potentiellement disponible par une sorte d'abus de générosité mal conçue et de dérive de l'idée que nous nous faisons de notre rôle. Il faut cesser de nous croire irremplaçables et nous en tenir à la réalité.

Un jour, de retour de Mauritanie avec le président Chirac et Pierre Messmer, auquel un village venait de rendre hommage en rassemblant 350 chameaux, ce dernier, excellent connaisseur de l'Afrique, nous dit : « *Dans une vingtaine d'années, l'Afrique sera revenue à ce qu'elle était avant la colonisation : des pouvoirs variés et des entités multiples, dont certaines se développent bien et d'autres non* ». Il prévoyait, avec sa connaissance de

l'Afrique d'avant, l'émergence de ces nombreuses zones grises que nous constatons de nos jours.

Dans ce contexte, nous sommes intervenus à la demande des Africains et n'avons à rougir de rien.

Chacun connaît mon intérêt pour le Rwanda. Plus de quarante livres ont été publiés dans le monde entier, notamment en Afrique, en Angleterre, au Canada et aux États-Unis, démontrant qu'il n'y a rien à reprocher à la France. J'ai gagné plusieurs procès en diffamation.

Mitterrand a-t-il eu raison, lorsque Paul Kagame déclenche en 1990 une guerre civile pour reprendre le pouvoir tant que la minorité tutsi le peut encore, de dire que la France s'interposera pour éviter des massacres comparables à ceux de 1962 ? Cela a permis d'aboutir au compromis formalisé par les accords d'Arusha. Tout le monde l'a oublié car nous avons commis l'erreur monumentale de ne pas communiquer sur la situation, qui au demeurant n'intéressait personne.

S'il s'agit objectivement d'un succès (Arusha), on peut s'interroger sur la décision initiale. Mitterrand a-t-il eu raison de considérer que nous avons la responsabilité, comme au Koweït, au Tchad ou aux Malouines, de refuser toute modification de frontière par la force ? Pour ma part, j'en doute. Je pense avec le recul qu'il ne fallait pas y aller. J'ai toujours dit que les attaques sur ce qui a été fait ensuite étaient malhonnêtes et infondées, et sont maintenant démenties mais, s'agissant de la décision initiale, je la considère, avec le recul du temps, que l'on peut la discuter.

S'agissant du Mali au contraire, je considère que François Hollande a eu raison d'intervenir. Quant à savoir si nous avons eu raison de rester ensuite, c'est une autre question. Ce qui est sûr, c'est que nous ne bâtissons pas la suite sur la repentance. Nous n'avons pas à rougir de notre action en pensant à l'avenir.

M. le président Jean-Louis Bourlanges. Vous diriez la même chose de la Libye ?

M. Hubert Védrine. S'agissant de la Libye, la France est intervenue avec la Grande-Bretagne et avec le soutien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU visait à empêcher Khadafi d'inonder Benghazi de « *rivières de sang* », selon les mots de son fils. Nous avons eu raison d'intervenir. Quant à l'engrenage ayant fait de l'opération une chasse à l'homme à l'issue de laquelle Khadafi a été tué, mieux aurait valu l'éviter. Si contestable qu'ait été le rôle de Bernard-Henri Lévy, il ne faut pas l'exagérer.

À partir de la haine de soi, de la repentance et de l'autoflagellation, nous ne bâtissons rien et serons de moins en moins pris au sérieux. Au demeurant, les Africains ne demandent rien de tel. En 2013, j'ai rédigé avec Lionel Zinsou, à la demande de MM. Hollande et Moscovici, un rapport sur la présence économique de la France en Afrique. Nous avons pris la mesure de son recul. Les Africains ne sont pas plus idiots que les autres. Ils utilisent les opportunités de la mondialisation. Une bonne quinzaine de puissances sont prêtes à investir et à développer des projets en Afrique, où nous perdons des parts de marché. Nous avons dressé la liste de ce que devaient faire les entreprises et les gouvernements français et africains.

Au sommet franco-africain où nous avons présenté notre rapport, quinze chefs d'État sont venus me dire le bonheur qu'ils ont eu à le lire en ces termes : « *Nous en avons ras-le-bol de la France qui passe son temps à se lacérer sur son passé ! Cela ne nous intéresse pas et ne règle aucun de nos problèmes. Gardez cela pour vous. Si vous êtes prêts à rester, nous nous en réjouissons, car nous ne voulons pas d'un tête-à-tête avec les Chinois, mais vous n'êtes plus des privilégiés. Vous devez accepter d'être mis en concurrence. Être une entreprise française ne suffit pas à obtenir automatiquement la construction d'un pont ou d'un aéroport.* ». Cela fait vingt ans que l'écart entre les convulsions sporadiques de la France au sujet de l'Afrique et ce que disent les dirigeants africains me frappe. La France n'est pas le seul pays ayant un héritage colonial mais c'est maintenant de l'Histoire.

Par ailleurs, rien ne justifie que notre présence en Afrique soit essentiellement militaire. Elle l'a été, à la demande des Africains. Cette époque s'achève. Dire « plus jamais » serait reconnaître que nous avons mal agi. Nous avons parfois été maladroits mais nous n'avons pas mal agi. À l'avenir, il faudra être très clairs sur le fait que nous n'interviendrons militairement en Afrique que ponctuellement, pour des durées précises et sur demande expresse au moins des organisations africaines, idéalement du Conseil de sécurité de l'ONU.

Tel était le cas de l'opération franco-africaine *Turquoise*, dont le retard de deux mois est imputable à un blocage des Américains au Conseil de sécurité. Nous avions un mandat limité, dans le temps et dans l'espace, et sommes intervenus après une demande humanitaire expresse et précise. Par ailleurs, il faut souhaiter que les Africains se dotent d'une force d'interposition et décident eux-mêmes de ses interventions.

Dans les autres domaines, l'influence française dispose d'un champ énorme où se déployer, dès lors que notre approche est moderne et pas péremptoire : en Afrique comme ailleurs, nous devons changer de ton. Sur les terrains économiques, culturel et artistique, comme dans les domaines des échanges humains en général et des multiples coopérations qu'appellent les immenses chantiers de l'écologisation, les potentialités sont énormes.

Les trois ou quatre pays du Sahel que leurs gouvernements ont fait entrer dans un cycle russe pour nous rejeter n'y resteront pas car aucun de leurs problèmes ne s'en trouvera réglé. Soyons disponibles, ouverts tous azimuts et ne gardons la porte entrouverte à des interventions militaires, qu'à la demande expresse des Africains et dans des conditions très précises.

M. le président Jean-Louis Bourlanges. Nous en venons aux interventions des orateurs des groupes.

Mme Olga Givernet (RE). En 2017, le président de la République a ouvert un nouveau chapitre des relations entre la France et l'Afrique par le discours de Ouagadougou. Le groupe Renaissance soutient fermement ce partenariat renouvelé, fondé sur une relation d'égal à égal avec l'Afrique. Cette nouvelle dynamique comporte des engagements sans précédent de la France.

Un engagement pour la jeunesse d'abord : l'éducation est une priorité absolue pour stimuler la croissance et lutter contre les inégalités. La France a versé une contribution historique de 330 millions d'euros en faveur du Partenariat mondial pour l'éducation, notamment pour favoriser la scolarisation des filles. Notre groupe considère qu'il est essentiel

de poursuivre sur cette lancée car l'école est la garantie d'un développement durable pour le continent.

Un engagement pour la lutte contre le réchauffement climatique, porté haut par le président de la République, ensuite. Nous saluons l'organisation du *One Forest Summit* par le Gabon et la France, à l'issue duquel un fonds de 100 millions d'euros a été annoncé pour protéger les forêts tropicales. Ce sommet est une première mondiale. Il en faudra d'autres.

Un engagement pour la sécurité, enfin. Il nous mobilise tous, notamment après la dissolution du G5 Sahel. La France s'attache à promouvoir des solutions strictement africaines pour lutter contre le terrorisme et les conflits, sans interférer dans leur résolution.

En dépit de tout cela, l'image de notre pays sur le continent africain est de plus en plus abîmée, alors même qu'il n'a à rougir de rien, comme vous l'avez indiqué, Monsieur le ministre. Avant de quitter le G5 Sahel, le Mali a dénoncé une instrumentalisation de l'extérieur. Des vidéos anti-françaises, attribuées au groupe Wagner, ont été visionnées des centaines de milliers de fois. La Russie renforce massivement sa présence en Afrique sur les plans militaire, économique et informationnel. Ces acteurs officiels et privés ciblent la France pour nuire à sa réputation. Il faut relever le défi de cette guerre de l'image.

Dans ce contexte, nous aimerions vous entendre sur la manière dont nous devrions lutter contre les campagnes anti-françaises et faire face à l'accroissement de l'influence russe sur le continent. Quelles mesures concrètes pouvons-nous prendre rapidement ?

M. Hubert Védrine. À l'avenir, nous devons être guidés par la demande des Africains et non de "l'Afrique" en général, terme qui n'a pas plus de signification que l'Europe en général, d'autant que les Africains ne sont pas d'accord entre eux. Selon les sujets, la réponse ne sera pas la même. J'ai cité plusieurs domaines de coopération. Il faut déterminer si nous pouvons répondre aux demandes et qui doit y répondre : les entreprises ou le gouvernement, la France ou l'Europe. Il faut des solutions *ad hoc* et pragmatiques.

La campagne anti-française actuelle s'inscrit dans une ambiance, une rhétorique, pour ne pas dire un baratin, dont l'essence est d'être tournée contre l'Occident. Elle est menée par des dirigeants qui sont à la tête de pays où les gens rêvent de ne plus vivre sous la coupe des Occidentaux, mais à l'occidentale. Tout le monde veut vivre comme nous. On n'a jamais rien vu de mieux, dans l'histoire de l'humanité, que les sociétés européennes contemporaines. Mille choses sont à réformer ou à corriger mais, historiquement et géographiquement, il n'y a pas mieux. Partout, les populations rêvent de vivre comme nous.

Les régimes qui se contentent de tenir un discours anti-occidental en se liant les mains avec des entités étrangères, russes ou non, n'arriveront à rien. Cela ne résoudra aucun des problèmes de ces malheureuses populations. Il faut garder confiance. Dans l'immédiat, nous ne pouvons pas les empêcher de raconter des sottises. Le monde actuel est une gigantesque bataille d'influence, en attendant qu'émerge un jour une "communauté" internationale. Toutes les puissances emploient de tels procédés. Au Niger, les islamistes ont torpillé le planning familial, et ce depuis plusieurs années.

Il ne faut pas fuir la bataille d'influence. Il faut la mener, calmement et méthodiquement, sans s'épouvanter que l'on ose nous attaquer en diffusant des mensonges monumentaux, dont nous ne comprenons pas que des gens les croient – aux États-Unis, la

moitié de la population nourrit des croyances anti-scientifiques ! Il faut traiter la situation avec un sang-froid inébranlable, en attendant qu'elle se retourne, et alimenter notre communication, notamment sur les réseaux sociaux. Il nous arrive d'en faire un peu trop, ce qui donne des arguments à nos adversaires, mais il ne faut pas avoir peur des manœuvres russes, d'autant que la Russie revient non sur le continent en général, mais dans quatre ou cinq pays qui sont au fond du trou.

M. Kévin Pfeffer (RN). Monsieur le ministre, vous avez inscrit la politique étrangère de François Mitterrand dans la lignée de la vision gaulliste, en contribuant à en façonner une approche réaliste, et mis en avant le rôle central des États-nations en tant qu'acteurs historiques, légitimes et pertinents. Cette vision de la diplomatie est aussi la nôtre.

C'est pourquoi je me permets de mettre en avant nos préoccupations au sujet de la direction de notre diplomatie sous la présidence d'Emmanuel Macron. Depuis six ans, elle semble dépourvue de ligne directrice et plongée dans un flou regrettable. De nombreux exemples l'illustrent, au premier rang desquels l'Afrique, qui est l'exemple typique de l'échec de la politique du « en même temps ». La dégradation des relations de la France avec les peuples et les nations africaines est forte.

Emmanuel Macron voulait tout changer après les présidents Sarkozy et Hollande. En fin de compte, le continent est toujours aussi instable et, de surcroît, les intérêts de la France sont menacés, notamment par nos compétiteurs – Russie, Chine, Turquie –, qui agissent sans nous attendre.

L'ancien président tchadien Déby disait que la France doit avoir une politique africaine et, en son sein, des priorités et des alliances privilégiées avec ses amis historiques. Tel est aussi notre avis mais pas celui du président Macron, qui a affirmé à deux reprises qu'il n'y a plus de politique africaine de la France. Nous pensons au contraire que la France a plus que jamais besoin d'une politique africaine pour prévenir l'immigration, sécuriser ses ressortissants, dynamiser la francophonie et développer ses échanges commerciaux, qui sont insuffisants.

Monsieur le ministre, vous qui défendez l'idée selon laquelle les États-nations jouent un rôle central dans les relations internationales, que pensez-vous de la volonté d'Emmanuel Macron de renoncer à certains pans de notre diplomatie au profit de l'Union européenne (UE) ? Dans quelles limites une telle évolution vous semble-t-elle concevable et acceptable ? Concernant l'Afrique, la France n'a-t-elle pas intérêt à l'aider à obtenir un siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU ?

M. Hubert Védrine. J'avais employé le concept de « gaullo-mitterrandisme » pour désigner la continuité de la politique française en matière de dissuasion nucléaire. Par la suite, son sens a été élargi à d'autres aspects de la politique étrangère.

Nul n'est obligé d'être d'accord avec tout ce qu'a fait Emmanuel Macron depuis qu'il est président de la République mais il est absurde de lui imputer la responsabilité de tous les problèmes de l'Afrique. Au demeurant, plusieurs de ses initiatives s'agissant de l'Afrique ont été très appréciées de ses dirigeants et de ses élites. Par ailleurs, les pays situés hors de la zone d'influence de la France ont eux aussi des problèmes, notamment l'Afrique du Sud, qui devient un grand pays africain normal avec mille difficultés. En outre, je le répète, la plupart

de ceux qui nous critiquent se servent de la France comme d'un bouc émissaire, faute d'être capables de résoudre les problèmes de leurs populations respectives.

Sur la question migratoire, toute l'Europe sera obligée, un jour ou l'autre, de s'aligner sur la politique des sociaux-démocrates danois. Nous n'échapperons pas alors à une discussion qui sera difficile, mais inévitable avec les Africains, même avec nos amis.

S'agissant du Conseil de sécurité de l'ONU, qui est à l'image du monde de 1945 et où nous siégeons comme membre permanent grâce à l'insistance de Churchill auprès de Roosevelt et de Staline, Alain Juppé et moi-même considérons depuis longtemps que la France doit être ouverte à sa réforme, avec de nouveaux membres, en proposant d'y inclure notamment le Japon, l'Inde, un pays africain et un pays latino-américain. Or la modification de sa composition suppose l'unanimité de ses membres. Et la Chine a fait savoir qu'elle ne veut ni du Japon, ni de l'Inde, tandis que les Américains ne veulent pas précipiter les choses et les Africains ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un représentant, certains refusant que ce rôle soit confié au pays exerçant la présidence de l'Union africaine (UA). Quant aux Arabes, ils s'estiment refaits, puisqu'ils ne sont identifiés à aucun continent en particulier. Sur ce sujet comme sur les autres, la France n'a rien à se reprocher, au contraire. Même les Africains de Paris les plus critiques doivent en convenir.

M. Emmanuel Fernandes (LFI-NUPES). L'ancien ministre des affaires étrangères et ancien secrétaire général de l'Élysée que vous êtes bénéficiez d'une bonne appréciation du fonctionnement de l'appareil diplomatique et militaire français, notamment en Afrique.

Notre groupe souhaite connaître votre avis sur les échecs récents de la diplomatie et des services de renseignement français, qui n'ont pas anticipé les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger. La concentration de l'attention de la France et des partenaires militaires du Mali sur la lutte contre le terrorisme djihadiste, qui est certes cruciale mais n'épuise pas le sujet, explique-t-elle cet état de fait ?

Nous plaçons depuis longtemps en faveur d'une loi de programmation du ministère des affaires étrangères, calquée sur la loi de programmation militaire (LPM). Dans quelle mesure une telle loi serait-elle utile pour construire une stratégie de politique étrangère à plus long terme, notamment en Afrique ? À ce sujet, nous tenons à rappeler l'attachement de notre groupe au corps diplomatique, dont l'expertise et le travail dévoué participent au rayonnement de notre pays et à la qualité de son service public de la diplomatie.

Plus généralement, comment voyez-vous l'avenir de la relation de la France avec les pays d'Afrique compte tenu des dynamiques de recomposition en cours ? Nous pensons que ce n'est pas la France qui est rejetée, dans un petit nombre de pays au demeurant, mais une certaine idée de la France, ainsi que certains de ses actes politiques et diplomatiques encore très imprégnés de post-colonialisme ou de paternalisme.

Nous prôtons depuis longtemps une coopération au service des peuples de France et d'Afrique pour relever les défis auxquels l'humanité est confrontée, au premier rang desquels le réchauffement climatique, dont le continent africain souffre de manière particulièrement intense, à l'heure de la clôture d'une COP 28 pour le moins décevante. Francophonie, coopération scientifique, développement, émancipation économique : comment la France peut-elle humblement opérer un tournant dans ses relations bilatérales avec les pays

d'Afrique ? La France vous semble-t-elle capable d'adopter la posture d'humilité nécessaire à une telle évolution de sa politique vis-à-vis des États africains ?

M. Hubert Védrine. L'humilité, c'est un peu trop. Au demeurant, aucun Africain ne s'y laisserait prendre ni ne nous prendrait au sérieux, tant elle n'est pas dans notre nature. Être moins prétentieux, moins pérorant, moins déclamatoire serait déjà très bien.

Sur nos échecs du renseignement, nous pourrions aussi nous demander pourquoi les Américains eux-mêmes ni Zelensky lui-même, ne croyaient pas à l'attaque russe de 2022 ou pourquoi les Israéliens n'ont pas vu venir l'attaque du Hamas, comme ils n'ont pas vu venir la guerre israélo-arabe de 1973. Même les services les plus compétents peuvent se tromper dans l'analyse d'une situation donnée. Obtenir des informations et distinguer celles qui sont pertinentes n'est pas chose facile. Il est possible que la focalisation de l'attention sur la seule lutte contre le terrorisme ait créé un biais de perception. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas d'un problème gigantesque.

Sur l'adoption d'une loi de programmation du ministère des affaires étrangères, j'y suis évidemment favorable. Lorsque le budget du Quai d'Orsay a été matraqué de façon déraisonnable, Alain Juppé et moi-même avons cosigné un article pour dire : « *Stop, cela suffit !* » ; nous n'avons fait que gagner un an ou deux. C'est une erreur fondamentale. Le budget de la diplomatie est ridiculement faible, de l'ordre de 1 % du budget de l'État. La moindre diminution a des conséquences énormes sur nos centres de formation et nos bourses à l'étranger.

Quant au corps diplomatique, le problème est que l'Institut national du service public (INSP) ne garantit, si j'ai bien compris, aucune professionnalisation. Indépendamment des raisons, bonnes ou mauvaises, qui ont présidé à sa création, nous ne pouvons pas être la seule puissance au monde dépourvue de filière professionnalisante pour le métier de diplomate, qui consiste notamment à mener des négociations, ce qui ne s'improvise pas. Entre ceux qui veulent briser la possibilité de faire carrière dans une même activité et ceux qui reconnaissent que tout métier suppose un apprentissage, le débat n'est pas clos. Je suis résolument pour la logique de métiers. Ce combat est devant nous.

Mme Michèle Tabarot (LR). Monsieur le ministre, je vous remercie de nous faire bénéficier de votre regard expérimenté sur la situation actuelle. Bruno Fuchs et moi-même avons récemment présenté le rapport issu de notre mission d'information sur les relations entre la France et l'Afrique, dans le cadre de laquelle nous vous avons auditionné : nous y mettons en évidence la perte d'influence de la France sur le continent. Si certaines de ses causes nous échappent, telles l'attitude souvent déloyale de nos compétiteurs stratégiques et le comportement des juntas, qui font de nous des boucs émissaires, d'autres sont propres à notre pays. L'annonce de la fin de la politique africaine de la France par François Hollande puis par Emmanuel Macron a été une erreur. L'un et l'autre ont été rattrapés par les exigences de la *realpolitik*.

En février dernier, le discours de l'Élysée a donné le sentiment que le chef de l'État tente de dessiner une nouvelle stratégie. Malheureusement, celle-ci se heurte à plusieurs constats sur lesquels j'aimerais connaître votre sentiment. Sur le plan stratégique, partagez-vous le constat d'une centralisation excessive et d'un manque de concertation préjudiciables à la cohérence de nos actions ? S'agissant de l'aide publique au développement (APD), qui

devrait être notre principal atout, pensez-vous qu'elle est suffisamment mise au service de nos intérêts ? Nos médias publics en Afrique diffusent trop souvent des critiques et une image négative de la France ; ne doivent-ils pas s'employer un peu plus à valoriser ses actions positives ? Sur le rôle de nos armées et de nos valeureux soldats, la réflexion sur l'offre stratégique est en cours : quelle est votre opinion à ce sujet ?

Toutes ces questions se résument à celle-ci : pourquoi la France, qui a le potentiel d'avoir l'une des diplomaties d'influence les plus puissantes au monde, ne parvient-elle pas à mieux l'utiliser pour en faire une véritable force ?

M. Hubert Védrine. La France n'est pas seule à perdre de l'influence. Les Occidentaux n'ont plus le monopole de l'influence dans le monde, même s'ils conservent la puissance et la richesse. Je le dis depuis vingt ans. Aux Chinois qui me soutiennent que nous vivons la fin de la parenthèse occidentale, je réponds que je ne souscris pas à cette vision mais le fait est qu'une large part de la population mondiale le pense. La perte d'influence relative est un phénomène plus occidental que spécifiquement français.

Par ailleurs, il faut se souvenir que, je le répète, si certains dirigeants tiennent un discours anti-occidental, les populations, elles, veulent vivre à l'occidentale. Il faut se garder de tout masochisme et ne pas prendre pour du post-colonialisme, qui a disparu depuis longtemps, la désignation de boucs émissaires.

La bonne stratégie est d'être disponibles, agiles et prêts à répondre aux demandes, qui sont innombrables et contradictoires entre elles, ainsi qu'entre les gouvernements, d'autant qu'on ne parle pas avec ces derniers comme on parle avec les entreprises, les organisations non-gouvernementales (ONG) ou les associations. Nous devons nous montrer très disponibles et réinvestir dans la proximité sociologique, amicale, culturelle et linguistique avec l'Afrique. Nous pourrions alors bâtir une stratégie en réponse aux demandes. Ce qui est sûr, c'est que nous ne pouvons pas en décréter une de façon unilatérale.

S'agissant de l'APD, la plupart des pays disent qu'ils n'ont plus besoin d'aide et qu'ils veulent un accès aux marchés, des investissements et des actions communes dans les technologies avancées, d'autant qu'on ne sait jamais si l'aide sert à quelque chose. L'APD ne peut pas être le seul élément de la stratégie de disponibilité que j'ai esquissée.

Mme Geneviève Darrieussecq (Dem). Monsieur le ministre, nous souscrivons à la ligne que vous proposez : ne pas rougir de ce que nous avons fait ni de ce que nous sommes et toujours agir selon la volonté des Africains.

Vous avez évoqué le discours de La Baule, dans lequel François Mitterrand annonçait que la France aiderait plus favorablement les pays qui avancent sur la voie de la démocratie. Devons-nous continuer, en tant que nation prônant la démocratie et les droits de l'Homme, à défendre ces valeurs sur le continent africain et à faire dépendre notre aide de leur respect ?

S'agissant de l'aide au développement, qu'il faudrait renommer tant cette appellation est péjorative pour l'Afrique, ne pensez-vous pas que nous devons changer de paradigme au profit d'une véritable coopération entre nations, qui se sentent sur un pied d'égalité et se respectent mutuellement, pour dessiner un avenir meilleur avec les peuples africains ?

M. Hubert Védrine. Ne pas rougir du passé n'est pas refuser l'histoire. Souvent, nous avons fait des erreurs gigantesques. Parfois, nous avons fait des choses condamnables. Ce dont il n'y a pas à rougir, c'est du bilan global. Je ne suis pas très favorable au "devoir de mémoire", qui est une fabrication déterminée par le rapport de forces ayant cours dans le pays qui la produit, mais je suis pour l'Histoire, pratiquée en totale liberté sur tous les sujets.

Sur les "valeurs", l'Occident prosélyte et missionnaire a vécu. Lorsque Poutine a attaqué l'Ukraine, un peu moins de quarante pays, représentant les deux-tiers de l'humanité, ont refusé de choisir un camp. Tous ne soutiennent pas la guerre, ni même Poutine, mais ils ne veulent pas être dans notre camp. Sur les horreurs commises au Proche-Orient, le bloc occidental et le bloc musulman s'opposent et de nombreux pays asiatiques refusent de se prononcer.

Nous ne pouvons plus fonder notre action sur le seul prosélytisme ni sur la croisade. Cela est dur à admettre – je suis critiqué à chaque fois que je le dis –, car nous sommes attachés à notre mission universelle, mais il faut être lucides. Quand la France se présente comme "la patrie des droits de l'Homme", les gens applaudissent automatiquement. Elle n'est en fait, comme le rappelle Robert Badinter malicieusement, que la patrie de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.

Cela ne nous donne pas de baguette magique pour transformer la Russie en un gros Danemark. Si le discours sur les valeurs, tenu à nouveau par l'Occident depuis la fin de l'URSS avec d'autant plus de vigueur que nous n'avions plus peur de le tenir, produisait des effets, Poutine n'aurait jamais attaqué l'Ukraine, la Chine serait restée sur la ligne de Deng et ne serait pas devenue ce qu'elle est et la situation au Proche-Orient ne serait pas ce qu'elle est.

L'un de mes sujets de réflexion consiste à se demander ce que serait un Occident non-prosélyte, soucieux que ses valeurs soient adoptées par les autres pays en raison de leurs dynamiques propres, car tout le monde tient au respect des droits fondamentaux de l'être humain, plutôt que par l'envoi de missionnaires et de militaires – je n'ai pas la réponse. Répondre à cette question est difficile, tant elle ressortit à nos fondamentaux, par-delà les clivages politiques. Nous devons nous réinventer comme entité défendant sa civilisation et son mode de vie, sans l'imposer aux autres. Sur ce point, je suis proche de Lévi-Strauss.

M. Alain David (SOC). La nouvelle donne africaine a récemment animé nos débats en commission et le 21 novembre dernier dans l'hémicycle. Dans ce cadre, le groupe des députés Socialistes et apparentés a soulevé la question des raisons profondes de cette évolution accélérée, du lancement de l'opération *Serval* en 2013, saluée par les populations, à la récente succession de coups d'État associée à une remise en cause de la présence française en Afrique.

Un partenariat renouvelé avec les pays africains est impérieusement nécessaire. Chaque pays, avec ses particularismes, doit concentrer l'attention de notre diplomatie. Nous devons combattre l'idée d'un Occident égoïste qui ne nouerait des accords qu'entre pays développés et œuvrer au contraire à un réel multilatéralisme.

La France possède encore des atouts, du professionnalisme et de l'excellence de ses diplomates à l'avantage formidable qu'est la francophonie, de notre audiovisuel extérieur respecté à l'attractivité encore forte de notre enseignement, secondaire dans les pays africains et supérieur en France. Il convient d'aborder la relation avec les pays africains avec

optimisme, mais aussi avec vigilance, pour ne pas reproduire nos erreurs et surtout tenir compte du nouvel ordre global né du conflit en Ukraine.

Quelles sont les conséquences immédiates et de long terme de la nouvelle donne internationale sur notre relation avec les pays africains ? Notre diplomatie parlementaire, dans la complémentarité et la diversité des structures parlementaires, peut-elle apporter sa contribution à l'amélioration des relations ?

M. Hubert Védrine. Disons les choses simplement : il faut plus se rendre en Afrique. Il faut aller voir les gens, dans tous les pays, et discuter avec eux, beaucoup. Il faut cesser de penser l'Afrique comme une entité globale, où projeter nos remords ou nos projets. C'est trop général et artificiel et cela ne fonctionne pas. Plus les parlementaires, les responsables de tout ordre et les journalistes iront en Afrique pour y parler aux gens, plus nous approcherons la réalité des Afriques d'aujourd'hui et de demain, et plus nous aurons des chances de répondre de façon adéquate aux demandes qui nous seront adressées.

La disponibilité que j'évoquais à l'instant ne peut pas être abstraite, dans le vide. Il faut avoir une bonne connaissance de ce qui se passe dans ces pays. Beaucoup de gens le font très bien dans des domaines spécialisés. Dans les COP, les Africains sont nombreux. Ils le sont au G20 avec l'Afrique du Sud. Il faut réinvestir ces espaces de négociation. Il fallait liquider une certaine Françafrique. Nous ne pouvions pas continuer à fonctionner avec des valises de billets, comme à l'époque Bongo. Malheureusement, cette liquidation a été de pair avec un désinvestissement intellectuel massif.

Mme Anne Le Hénanff (HOR). La commission de la défense nationale et des forces armées a auditionné plusieurs chercheurs et membres de think tanks au sujet de la présence française en Afrique. Tous ont indiqué que les pays africains ont envie de développer et de renforcer leurs partenariats avec la France.

En février dernier, le président de la République a défini une nouvelle approche de ce que l'on peut appeler la politique africaine de la France, à l'aune de ce qui s'est récemment passé dans plusieurs pays du Sahel. Nos perspectives m'intéressent plus que le bilan de la politique de la France en Afrique. À l'aune de votre expérience, pensez-vous qu'il y a réellement, côté africain, une envie de travailler et de coopérer avec la France ?

À l'Assemblée nationale, nous avons publiquement exprimé notre envie d'adopter une approche nouvelle. Nous plaçons beaucoup d'espoir dans la diplomatie parlementaire, comme en témoigne le cycle d'auditions que mènent nos deux commissions. Plusieurs déplacements de délégations parlementaires ont été effectués ou auront lieu prochainement.

Pensez-vous que la nouvelle approche présentée par le président de la République nous donne toutes les chances de développer et de renforcer nos partenariats dans divers domaines ? Si oui, lesquels ? Quelles priorités, notamment géographiques, devrions-nous adopter en la matière ? Faut-il au contraire considérer que les crispations, voire le rejet, induits par les événements récents exigent de remettre à plus tard l'établissement de relations partenariales apaisées et équilibrées ?

M. Hubert Védrine. Je n'ai aucun doute sur le fait que la plupart des Africains veulent maintenir des relations étroites avec la France, voire les développer. Les contacts que j'ai gardés au cours des dernières années le confirment. Ils ne veulent pas d'une France

arrogante, ni d'une France – l'actuelle – qui rase les murs, ce qui les met mal à l'aise, tant notre repentance ne les intéresse pas. Ils veulent une France moderne, pragmatique, présente, capable de réagir, disponible.

Ce n'est pas à nous de dresser *ex ante* la liste de nos partenaires. Elle découlera des contacts du président de la République, de ses ministres et des parlementaires. Ce qui importe, c'est d'être en phase avec l'Afrique d'aujourd'hui. Au demeurant, les Africains font aussi partie du monde global et les désaccords au sein de l'UA sont légion. Selon les domaines – agricole, économique en général, technologique –, nous bâtissons des partenariats à géométrie variable. Il ne faut pas s'enfermer dans des schémas préconçus.

En matière de perspectives, l'Afrique ne sera sans doute jamais unifiée. Je doute qu'un pouvoir africain global émerge un jour et peser en tant que tel dans les affaires du monde. Prétendre que l'Afrique sera demain le centre du monde au motif que sa population atteindra 2 milliards d'individus au milieu de ce siècle est simpliste.

Le seul problème un peu compliqué à gérer qui en résultera - mais nous y arriverons -, sera l'immigration. L'Europe finira par prendre le sujet au sérieux, constatant qu'il lui faut des gens, mais pas n'importe qui, et que le regroupement familial ainsi que le droit d'asile ont été détournés de leur vocation première. Un jour ou l'autre, nous nous lancerons alors dans une négociation sérieuse avec les pays de départ et de transit, sur la base de quotas par métier. Les Scandinaves ont la meilleure politique possible.

Au début, nous nous disputerons. Les Africains crieront à l'Europe forteresse alors que c'est l'inverse. Après trois ou quatre ans, nous aurons établi une relation saine et structurante entre une Europe aux accords de Schengen redynamisés et les pays africains partenaires. Je suis certain du point d'arrivée mais y arriver peut prendre dix ans. Entre-temps, il est inévitable que des tensions surgissent. Tel a, par exemple, été le cas lorsque le président Macron a réagi à l'attitude des pays du Maghreb consistant à ne pas reprendre des gens condamnés par OQTF. Il a serré la vis sur les visas, à raison, ce qui a provoqué des crises bilatérales aiguës dont nous sortons à peine. La même chose se produira avec les pays d'Afrique subsaharienne. Au demeurant, les trois-quarts des Africains qui émigrent pour vivre mieux vont plutôt au Nigeria, et si possible en Afrique du Sud, qui se dit elle-même envahie par les flux migratoires incontrôlés.

M. Nicolas Dupont-Aignan (NI). Monsieur le ministre, j'aimerais vous poser trois questions, inspirées de témoignages d'interlocuteurs variés, d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient. Différents par leurs origines et leurs couleurs politiques, tous avouent en privé la déception extrême que leur inspire la France, qu'ils disent ne plus reconnaître.

D'abord, ils regrettent l'absence d'interlocuteur fiable à Paris. Hormis le président de la République et une vague cellule diplomatique à l'Élysée, il n'y a rien ! J'aimerais entendre votre analyse sur l'organisation de notre politique étrangère. D'où vient ce sentiment de ne plus être écoutés, reçus, traités ?

Ensuite, la cohérence générale de notre politique étrangère leur échappe. Tous disent qu'elle oscille entre *realpolitik*, au Tchad par exemple, et leçons de morale, au Niger dernièrement. La cohérence entre le discours du Quai d'Orsay et celui de l'Agence française de développement (AFD) leur échappe aussi. Obtenir un soutien sur un problème concret leur

est impossible. Ils se tournent donc vers les Chinois, ce qui leur permet d'obtenir une solution en deux ans de moins qu'avec l'AFD ou l'UE.

Enfin, ne pensez-vous pas qu'il existe un lien très fort entre notre perte d'influence et notre alignement systématique sur les États-Unis, qui a commencé avec notre retour dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN ? En Ukraine comme au Proche-Orient, quelle déception ! Que la France s'efface d'un monde multipolaire dont le général de Gaulle avait anticipé l'avènement n'est pas le moindre des paradoxes. L'alignement sans faille de la France sur les États-Unis n'est pas sans conséquence, me semble-t-il, sur le regard des peuples du Sud dit global sur notre pays, qui aimeraient entendre une voix forte de la France sur les grands problèmes du monde et ont l'impression qu'elle s'est évanouie, ce qui ne laisse pas de les décevoir.

M. Hubert Védrine. Il faut revigorer le Quai d'Orsay – ses métiers, ses moyens, sa disponibilité – pour sortir de la séquence un peu incertaine que nous avons connue. Il faudra reprofessionnaliser le métier de diplomate.

S'agissant de la cohérence de notre politique étrangère, elle ne sera jamais complète. En matière de relations internationales, il y a dix poids, dix mesures ! Il faut chercher à être cohérent sans avoir la naïveté de croire qu'il est possible de l'être complètement. Ce qui est sûr, c'est qu'il vaut mieux éviter de donner des leçons à tout propos. La France pouvait pérorer lorsqu'elle était gouvernée par Louis XIV ou Napoléon I^{er}, plus maintenant.

Ne renonçons à rien de ce que nous sommes et de ce que nous voulons mais cessons de faire la leçon à tout le monde. Si les Africains préfèrent faire des affaires avec la Chine plutôt qu'avec la France et l'Europe en général, quitte à s'en mordre les doigts dix ans après, lorsqu'ils sont lourdement endettés, c'est parce que la Chine ne leur impose aucun critère démocratique ou autre. À défaut d'être plus cohérents, efforçons-nous d'être moins incohérents.

Quant à la perte relative d'influence, elle caractérise non la seule France mais tous les pays occidentaux, États-Unis inclus. Certes, il est possible que la France pâtisse d'une forme de banalisation au sein de l'Occident depuis la fin de la présidence Chirac. Peut-être faut-il réinventer un gaullo-miterrandisme modernisé ?

M. le président Jean-Louis Bourlanges. Pour résumer vos propos, monsieur le ministre, il y a clairement des Afriques et non une Afrique et nous ne sommes pas les sauveurs du genre humain, si dur que cela soit à admettre pour nous.

Au cours des dernières années, nous nous sommes concentrés sur l'Afrique de l'Ouest. Or ce qui saute aux yeux, c'est l'immensité et la tragédie absolue des problèmes de l'Afrique de l'Est, qu'il s'agisse de la région des Grands Lacs, à l'Est de la RDC, du Soudan ou de la région du Tigré, en Éthiopie. Tout cela compose un paysage absolument terrifiant.

Comment pouvons-nous – Français, Européens, Occidentaux –, à partir de ce que nous ne sommes plus et de ce que nous sommes encore, contribuer à un apaisement, voire à une solution dans cette Afrique en convulsion totale ?

M. Hubert Védrine. Cher président Bourlanges, n'abandonnons pas l'approche plus saine et plus réaliste de nos relations et de nos responsabilités en Afrique de l'Ouest pour une

responsabilité fabriquée vis-à-vis de l’Afrique de l’Est, où nous n’avons aucun relais et où – moins encore qu’ailleurs – nous ne sommes pas les sauveurs du genre humain ! Notre pays est membre permanent du Conseil de sécurité de l’ONU et dispose d’une armée remarquable. Nous ne pouvons que nous montrer disponibles.

Il faut parler aux organisations régionales africaines et partir de la demande des Africains. Nous ne pouvons pas partir de notre sentiment ni de l’état de notre opinion publique, si horrifiée soit-elle. Il faut mettre un terme aux politiques dont l’objet premier est de calmer les souffrances des téléspectateurs français. Nous sommes obligés de nous inscrire dans le monde tel qu’il est. Que pouvons-nous faire en Éthiopie ou en Somalie ? Pas grand-chose. Je le dis à regret. Le système onusien joue un rôle à la marge. Soyons disponibles et abstenons-nous de pérorer.

Il ne faut pas s’en tenir à l’Afrique de l’Ouest, moins encore aux trois ou quatre gouvernements incapables qui nous utilisent non parce que nous aurions une attitude postcoloniale mais parce qu’ils ont besoin d’un bouc émissaire. L’Afrique compte plus de cinquante pays. Déjà, à l’époque de Mitterrand, nous invitons aux sommets France-Afrique des pays situés hors de notre zone d’influence, tels que l’Angola.

Il y a longtemps que nous avons élargi notre focale. Les initiatives du président Macron ont renforcé cette approche. J’ignore si tous ceux qui cherchent à obtenir des contacts à Paris en trouvent mais ce qui est sûr, c’est que les dirigeants français ont compris depuis longtemps que l’Afrique ne se réduit pas à sa partie francophone.

M. le président Thomas Gassilloud. Nous en venons à présent aux interventions, à titre individuel, des autres orateurs.

Mme Éléonore Caroit (RE). Dès 2017, le président de la République a fait de la redéfinition de notre relation avec l’Afrique une priorité, dont les grandes lignes ont été présentées lors du discours de Ouagadougou : engagement citoyen et démocratie ; enseignement supérieur et recherche ; entrepreneuriat et innovation ; culture ; sport et développement. Nous saluons la volonté d’associer plus étroitement les secteurs privés et les sociétés civiles au renouveau du partenariat entre la France et les pays du continent africain. Plusieurs programmes de l’AFD, tels que les initiatives *Digital Africa* et *Choose Africa*, soutiennent les jeunes entrepreneurs africains et les start-up.

Monsieur le ministre, vous avez publié en 2013 un rapport – qui fait référence – intitulé « *Un partenariat pour l’avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l’Afrique et la France* ». Considérez-vous que la nouvelle dynamique insufflée par le président de la République depuis le début de son mandat tient compte de vos propositions ?

Mme Stéphanie Galzy (RN). La France a toujours eu des liens forts avec le continent africain, en raison de notre histoire commune. Léopold Sédar Senghor a écrit : « *La colonisation a charrié de l’or et de la boue. Pourquoi retenir la boue et pas les pépites ?* ».

Nous perdons notre attache privilégiée avec l’Afrique, notamment avec ses futures élites, qui désertent nos formations universitaires au profit des formations anglo-saxonnes, faute d’une politique de la francophonie volontariste. L’image de notre pays parmi les dirigeants et les populations s’est dégradée en raison de l’illisibilité de notre politique. Le

rapport d'information rendu par nos collègues Fuchs et Tabarot, le mois dernier, est sans concession sur les manquements de notre diplomatie.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous rassurer sur les possibilités qui s'offrent à nous pour rétablir la confiance entre l'Afrique et la France ? Notre perte d'influence politique entraînera une perte de confiance économique, dont les entreprises françaises pâtiront.

Mme Ersilia Soudais (LFI-NUPES). Novembre 2022 : les troupes françaises de l'opération *Barkhane* au Sahel se retirent et une question subsiste : comment en sommes-nous arrivés là ? Monsieur le ministre, dans un contexte où notre perte d'expertise sur le terrain fait couler beaucoup d'encre, que pensez-vous de la réforme du corps diplomatique ?

Dans leur rapport d'information à ce sujet, nos collègues Le Gall et Ledoux écrivent : « *Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) a subi dans le même temps une concurrence accrue – de l'Élysée, d'autres ministères, d'opérateurs ou d'acteurs non-étatiques – qui tend à réduire son poids dans la conduite de l'action extérieure. [...] Dans les régions où l'armée française est engagée sur des théâtres d'opérations extérieures, les prérogatives du Quai d'Orsay tendent à se réduire par rapport à celles du ministère des armées. Enfin, le poids du président de la République et de la cellule diplomatique de l'Élysée tend également à marginaliser le Quai d'Orsay.* ». Partagez-vous cette analyse ? Ne pensez-vous pas que l'expertise et les compétences spécifiques des diplomates ne sont pas employées à leur juste valeur, notamment pour agir dans des régions du monde exposées à la lutte contre les groupes djihadistes ?

M. Jean-Pierre Cubertafon (Dem). Il y a quelques semaines, nos collègues Bruno Fuchs et Michèle Tabarot ont présenté, devant la commission des affaires étrangères, un projet de rapport d'information sur la relation entre la France et l'Afrique. En 175 pages, ils détaillent un changement de paradigme : la présence française en Afrique est plus contestée de nos jours qu'elle ne l'a été au cours des cinquante dernières années. Par ailleurs, le continent africain est traversé par des mutations profondes. D'après nos collègues, il est urgent de repenser la stratégie française pour l'Afrique et de mettre un terme au déclin, ainsi qu'à la contestation que la France y subit, notamment en Afrique de l'Ouest. Ils insistent notamment sur la communication et sur son rôle essentiel dans notre relation avec ce continent.

Monsieur le ministre, s'agissant du prisme informationnel, je souhaite vous poser trois questions. Considérez-vous que la stratégie française en matière de communication est insuffisante ? Quels outils pourraient être utiles à la politique africaine française à l'heure de la guerre informationnelle ? Pensez-vous que la montée du sentiment anti-français en Afrique est inexorable ?

Mme Lysiane Métayer (RE). Monsieur le ministre, je vous remercie de votre analyse de la politique africaine de la France et surtout de vos observations préliminaires mettant en lumière la méconnaissance du processus de décolonisation et les problèmes qui en découlent. Cette lacune suscite de l'incompréhension et des raccourcis. Née en Afrique, j'y ai vécu. Le poids de la colonisation en France est étranger à mes amis et partenaires africains, qu'ils soient ivoiriens, sénégalais, nigériens ou congolais.

Au cours des deux dernières décennies, nos exportations en Afrique ont connu une croissance remarquable, qui en a doublé la valeur, et notre présence militaire s'est

significativement renforcée, à la demande de plusieurs États africains. Ces évolutions, que ne doivent pas occulter les récents putschs et le retrait consécutif de nos forces armées, donnent la mesure de l'importance des relations franco-africaines, à l'heure où les projections démographiques prévoient un doublement de la population du continent d'ici 2050 et une aggravation du dérèglement climatique.

Dans ce contexte, quelle est votre vision de l'avenir des relations entre la France et les pays africains ? Comment envisagez-vous notre relation avec la jeunesse africaine, dont le rôle croissant dans le paysage socio-économique est indéniable ?

M. Vincent Bru (Dem). La méconnaissance de l'Afrique n'est pas seulement le propre de l'opinion publique française, notamment des médias. Nos collègues Fuchs et Tabarot, dans leur rapport d'information, l'ont identifiée au sein même du Quai d'Orsay, sans doute en raison, au moins en partie, de la disparition d'un ministère de la coopération de plein exercice en 1998. Comment améliorer la connaissance qu'ont nos diplomates de l'Afrique et rétablir, au sein du Quai d'Orsay, une culture du continent africain ?

Mme Mélanie Thomin (SOC). Monsieur le ministre, j'aimerais vous interroger sur la question épineuse de la reprise des liens avec les pays d'Afrique où des coups d'État ont récemment eu lieu.

Le mois dernier, Air France a rétabli la liaison entre l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle et l'aéroport *Modibo-Keïta* de Bamako, en dépit du maintien du classement du Mali en zone rouge par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères. La reprise des liaisons aériennes avec le Burkina Faso est envisagée, alors même que ce pays fait l'objet du même niveau d'alerte de nos services diplomatiques. Ces décisions contrastent fortement avec la force des sanctions prononcées cet été par la France à l'encontre des gouvernements putschistes du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Quels liens, notamment économiques, la France peut-elle et doit-elle inventer dans la configuration nouvelle du Sahel ? Sur quel support devons-nous nous appuyer pour démontrer notre bonne foi à agir en partenaires égaux et non pas en Occidentaux prosélytes ?

M. Mounir Belhamiti (RE). Monsieur le ministre, vous avez dit que les sociétés africaines rêvent de vivre à l'occidentale. Cela ne me semble pas tout à fait exact. La perte d'influence des sociétés occidentales en Afrique découle aussi du rejet de certains aspects du mode de vie occidental, notamment de ses évolutions sociétales, dont je précise d'emblée que j'y suis favorable. Ce diagnostic me semble confirmé par le fait que les Russes et les Chinois, qui promeuvent des modèles traditionalistes et autoritaires, gagnent du terrain

Je souhaite que nos diplomates traitent le mal avec le remède approprié. Considérer que notre mode de vie est envié des sociétés africaines me semble relever d'une lecture surannée. Cela n'est plus vrai. Il faut en prendre acte avec réalisme.

M. Hubert Védrine. Je souhaite réagir à la dernière intervention pour clarifier, au besoin, le propos que j'ai tenu. En disant cela, je ne parlais pas spécifiquement des Africains, mais des classes moyennes des pays du Sud global, qui veulent vivre à l'occidentale. Si leur adhésion à nos valeurs démocratiques est variable, leur envie de vivre comme nous est certaine.

Il faut distinguer le social et le sociétal. Quelle que soit leur conception de la famille et du couple, tous veulent vivre mieux, envoyer leurs enfants à l'école, bénéficier d'une justice qui fonctionne honnêtement, posséder une voiture et acheter une maison. Cette observation permet de mettre à sa juste place la rhétorique politique du rejet de l'Occident.

M. Olivier Faure (SOC). Monsieur le ministre, j'apprécie à sa juste valeur, comme chacun ici, votre regard réaliste sur les affaires du monde. J'aimerais profiter de votre présence parmi nous et de votre influence pour rappeler une vérité simple : la France s'honore lorsqu'elle tient sa parole. Certains Afghans, qui ont été auxiliaires de l'armée française lorsqu'elle combattait en Afghanistan, risquent d'être renvoyés chez eux. Ils nous ont aidés lorsque nous luttions contre les talibans et pourtant ils n'obtiennent pas le visa qui les protégerait. Si la France veut conserver une influence dans le monde, elle doit honorer sa parole.

Mme Marine Hamélet (RN). Rentrée hier du Cameroun, je constate moi aussi que la connaissance de l'Afrique, en France, fait défaut. Non seulement personne en France ne connaît l'Afrique, mais nous avons le défaut de ne pas écouter nos ambassadeurs. L'exemple du Cameroun est éloquent. Son classement en zone orange est blessant pour les Camerounais, qui en déduisent que nous considérons leur pays comme dangereux.

Depuis plusieurs années, notre ambassade en fait état auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, afin que ce classement soit modifié et les déplacements vers et depuis le Cameroun facilités. Le classement de leur pays dans la liste des pays dangereux semble d'autant plus injustifié aux Camerounais que l'image du nôtre offerte par France 24, qui rapporte les attentats qui s'y produisent, leur donne le sentiment d'un deux poids, deux mesures.

Sur place, nous avons rencontré de nombreux élus régionaux et locaux. Tous sont de grande qualité et connaissent très bien leurs dossiers. Ils savent exactement ce dont ils ont besoin. Vous avez raison de dire que nous devons être à leur écoute.

S'agissant du sentiment anti-français, il est malheureusement bien réel, sinon parmi les élites, du moins au sein des populations. Nos compatriotes qui vivent en Afrique en font de plus en plus les frais. Il est urgent d'agir.

M. Hubert Védrine. Je persiste à penser que le sentiment anti-français s'inscrit dans un sentiment anti-occidental plus général, qu'il est artificiellement attisé et organisé, qu'il ne durera pas et qu'il existe mille façons de lui faire pièce.

Monsieur Faure, je suis d'accord avec vous. Le détournement du droit d'asile, sur lequel je suis très bien renseigné, est devenu un business dans toute l'Afrique. Les fausses filières, les fausses expertises et les faux témoignages rapportent désormais plus d'argent que le trafic de drogue. Mais les Afghans que vous évoquez relèvent au contraire typiquement de la protection au titre de l'asile. Je ne comprends même pas qu'une hésitation subsiste.

Le droit d'asile n'a pas été conçu, dans les conventions internationales, pour faciliter l'immigration économique illégale mais pour protéger des gens en danger en raison de leur race, de leur orientation sexuelle, de leur religion, de leurs opinions politiques ou d'une situation de guerre. Je m'associe à toute démarche de nature à aider nos anciens auxiliaires afghans.

M. Olivier Faure (SOC). Ils sont actuellement à Téhéran. Les renvoyer en Afghanistan, c'est les envoyer à la mort. Je tenais, indépendamment du débat sur le détournement du droit d'asile, à appeler l'attention sur leur sort dans l'espoir que le ministère de l'intérieur leur octroie les visas dont ils ont besoin.

M. Hubert Védrine. Je m'associe à toute démarche utile à cet effet. Il va de soi que nous ne pouvons pas envoyer à la mort des gens qui ont eu le courage de se mettre de notre côté, que nous ayons eu raison ou non d'aller en Afghanistan.

Pour en revenir à l'Afrique, il faut faire une analyse réaliste et équilibrée de la situation, et non défaitiste ou désespérée, moins encore masochiste, ce qui ne sert à rien. L'Afrique est travaillée par des forces variées. Certaines rejettent l'Occident dans sa globalité ; ce dernier n'en conserve pas moins une force d'attraction. Penser que nos sociétés sont dégénérées n'empêche pas de vouloir vivre comme nous. Selon les domaines et les zones géographiques – le Cameroun a toujours été très remonté contre la France pour des raisons historiques –, les appréciations varient.

En tout état de cause, je réfute l'idée selon laquelle nous assistons à un déferlement du sentiment anti-français, d'autant que ceux qui le gèrent n'ont rien à proposer et qu'eux-mêmes seront ensuite rejetés par ceux qu'ils ont excités contre le bouc émissaire du moment qu'est la France. Les Russes n'ont pas de solution à offrir. Les Chinois offrent des solutions ponctuelles, certes dépourvues de conditions démocratiques, mais qui placent les pays qui les choisissent dans une spirale d'endettement.

La situation est ouverte et, à mon avis, assez mobile. Il faut que la France retrouve confiance en elle et adopte – tous les groupes politiques en conviennent – une approche moins pérorante, moins dominante, moins paternaliste, une approche disponible et pragmatique dans ses partenariats. En réalité, cette approche est pratiquée depuis longtemps. Si le Cameroun ou l'Algérie sont des cas compliqués, pour de nombreux pays d'Afrique, la question ne se pose même pas car ils se débrouillent plutôt bien. Leurs diasporas en France n'ont pas besoin d'activer un sentiment anti-français. Plusieurs candidats à la présidence de la République du Sénégal m'ont dit être très gênés par les réseaux de critique systématique des Sénégalais de Paris.

Quoi qu'il en soit, parmi la quinzaine de puissances qui ont une politique en Afrique, notamment la Russie, la Chine, le Brésil, l'Inde, les Émirats arabes unis, le Qatar, Israël et le Japon, la France a de nombreux atouts. Notre histoire commune a parfois été cruelle mais elle a aussi été passionnelle. Il faut réinvestir cette relation, humainement d'abord, financièrement ensuite – les chefs d'entreprise n'ont pas besoin des responsables politiques pour savoir ce qui est rentable.

Au sein du système global, nous sommes en compétition avec l'influence américaine. Il nous arrive d'en faire un peu trop pour nous distinguer. Les Français doivent retrouver un peu de confiance raisonnable en eux-mêmes, sans basculer à nouveau dans la prétention. Tout cela est certes de bon sens mais peu conforme à « l'ADN français ». Je n'en demeure pas moins optimiste, surtout après avoir échangé avec vous.

Quant au professionnalisme diplomatique, quel que soit le nom de l'institution, de la formation et de l'école, il faut le reconstituer. Ouvrir le corps diplomatique est une bonne

chose ; au demeurant, il y a longtemps que l'on nomme à des postes d'ambassadeurs des gens qui n'en sont pas issus.

Le métier de négociateur, en revanche, ne s'improvise pas. J'ai préfacé un livre à ce sujet, qui paraîtra en janvier. Nous vivons dans un monde rythmé par les négociations complexes, par exemple sur l'intelligence artificielle, les vaccins ou l'avenir du nucléaire. Y réussir dépend moins d'une connaissance spéciale que de la maîtrise du métier de négociateur, qui consiste notamment à savoir ce que l'on veut, à identifier les compromis que l'on peut accepter et à comprendre ce que veut la partie adverse. Propulser brusquement dans ce métier des gens dont la carrière dans la fonction publique n'a jamais rien eu à voir avec tout cela n'est pas une bonne idée.

Il faut respecter ce métier, et d'abord le reconstituer. À l'INSP, il y a des gens qui ne disent pas le contraire et considèrent que les directions des ressources humaines des ministères pourront gérer des carrières à trois ou quatre postes d'avance. Mais d'autres refusent catégoriquement que des gens prétendent faire carrière dans le même métier. Si ces derniers l'emportent, nous subirons une perte de capacités en matière de négociation, qu'il faudra compenser ultérieurement. Cette question a été soulevée par plusieurs groupes politiques ; elle me semble importante.

Dans l'Afrique de demain, nous devons nous montrer très disponibles, sans assommer nos partenaires de scénarios, de politiques, d'annonces et de stratégies. Ils nous demanderont d'être disponibles. Pour quoi faire ? Nous verrons, selon les cas. Nous avons de nombreux atouts.

Les Africains ne veulent pas d'un tête-à-tête avec la Chine. Aucun dirigeant africain, sauf quelques putschistes tenus par les Russes dans un moment de crise aiguë, ne veut se passer de la France. Quel que soit le degré d'excitation, plus ou moins fabriqué, des populations contre la France, nous avons énormément de cartes à jouer, pour peu que nous nous fassions un peu violence et que nous acceptions de nous écarter de notre approche traditionnelle, si difficile à corriger soit-elle. C'est une forme d'optimisme que je développe devant vous.

M. le président Thomas Gassilloud. Monsieur le ministre, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, je vous remercie de cette audition passionnante et positive.

M. le président Jean-Louis Bourlanges. Monsieur le ministre, vous avez dit que nos échanges ont fortifié votre optimisme. J'espère que votre audition aura pour effet de fortifier notre réalisme. Si tel est le cas, nous n'avons pas perdu notre matinée.

*

* *

La séance est levée à douze heures trente-cinq.

*

* *

Membres présents ou excusés

Présents. – M. Jean-Philippe Ardouin, M. Mounir Belhamiti, M. Pierrick Berteloot, M. Vincent Bru, M. Yannick Chenevard, M. Jean-Pierre Cubertafon, M. Emmanuel Fernandes, M. Jean-Marie Fiévet, M. Thomas Gassilloud, M. Frank Giletti, M. Christian Girard, M. Laurent Jacobelli, M. Jean-Michel Jacques, M. Bastien Lachaud, M. Jean-Charles Larsonneur, Mme Anne Le Hénanff, Mme Gisèle Lelouis, Mme Patricia Lemoine, M. Frédéric Mathieu, Mme Lysiane Métayer, M. Christophe Naegelen, M. Hubert Ott, Mme Anna Pic, M. François Piquemal, Mme Josy Poueyto, M. Julien Rancoule, M. Lionel Royer-Perreaut, M. Philippe Sorez, Mme Sabine Thillaye, Mme Mélanie Thomin

Excusés. – M. Julien Bayou, Mme Valérie Bazin-Malgras, M. Christophe Blanchet, Mme Yaël Braun-Pivet, M. Steve Chailloux, Mme Cyrielle Chatelain, Mme Martine Etienne, Mme Anne Genetet, Mme Murielle Lepvraud, M. Sylvain Maillard, M. Olivier Marleix, Mme Alexandra Martin (Alpes-Maritimes), Mme Pascale Martin, M. Pierre Morel-À-L'Huissier, Mme Natalia Pouzyreff, Mme Valérie Rabault, Mme Marie-Pierre Rixain, M. Fabien Roussel, M. Mikaele Seo, M. Michaël Taverne, Mme Corinne Vignon

Assistaient également à la réunion. – M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Xavier Batut, Mme Véronique Besse, M. Jean-Louis Bourlanges, M. Jérôme Buisson, Mme Eléonore Caroit, Mme Mireille Clapot, M. Pierre Cordier, Mme Geneviève Darrieussecq, M. Alain David, Mme Julie Delpech, M. Pierre-Henri Dumont, M. Nicolas Dupont-Aignan, M. Olivier Faure, M. Nicolas Forissier, M. Bruno Fuchs, Mme Stéphanie Galzy, M. Guillaume Garot, Mme Maud Gatel, M. Hadrien Ghomi, Mme Olga Givernet, Mme Claire Guichard, M. David Habib, Mme Marine Hamelet, Mme Brigitte Klinkert, Mme Stéphanie Kochert, M. Jean-Paul Lecoq, Mme Yaël Menache, Mme Nathalie Oziol, M. Frédéric Petit, M. Kévin Pfeffer, M. Jean-François Portarrieu, M. Adrien Quatennens, Mme Laurence Robert-Dehault, Mme Laetitia Saint-Paul, M. Vincent Seitlinger, Mme Ersilia Soudais, Mme Michèle Tabarot, M. Jean-Luc Warsmann, M. Frédéric Zgainski